

Vent froid sur l'Europe communautaire: le TTIP au ralenti.

Résumé analytique

L'onde de choc des récentes élections européennes se propage sur le terrain des négociations commerciales entre l'Europe et les États-Unis. L'arrivée d'un nombre sans précédent de députés européens europhobes ou eurosceptiques transforme la donne politique et questionne les orientations prises par les officiers de l'Union européenne au cours des dernières années. Les négociations du *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement* (TTIP) semblent se diriger vers un ralentissement.

La percée évoquée par Barack Obama lors de son voyage au Japon en avril dernier semble avoir été provoquée par son engagement à ne pas insister sur l'élimination des tarifs sur le porc et le bœuf, sujet très sensible chez les Japonais. Cet engagement pourrait permettre de dénouer l'impasse américano-nipponne sur la question de l'accès au marché dans le cadre des négociations du *Partenariat transpacifique* (TPP) et ainsi relancer le processus multilatéral des négociations, paralysé par ce différend depuis quelques semaines.

La Chine a une nouvelle fois la semaine dernière vu l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) la sanctionner pour des pratiques commerciales qui entrent en conflit avec ses engagements pris à l'OMC. Il s'agit cette fois-ci de droits compensateurs et antidumping exigés des producteurs d'autos américains sur leurs ventes en Chine. Avant même la décision du tribunal de l'OMC, la Chine avait laissé expirer ces droits en décembre dernier, deux ans après leur imposition.

Contenu

Collision entre le TTIP et les récentes élections européennes?.....	2
La « percée » américano-nipponne au TPP mise à jour	4
Une autre défaite chinoise à l'OMC.....	5
Études économiques et articles connexes ce mois-ci	6

Collision entre le TTIP et les récentes élections européennes ?

L'appui aux partis eurosceptiques a progressé dans plusieurs États européens lors des dernières élections européennes la semaine dernière. En France, le Front national de Marine Le Pen est arrivé bon premier en récoltant au-delà de 4 millions de votes, soit 25 % du total. Le FN avait récolté à peine 6 % des votes aux élections européennes de 2009. En Grande-Bretagne, le très antieuropéen UKIP (United Kingdom Independence Party) écrase les conservateurs et devance les travaillistes. Au Danemark, le Parti populaire danois (Dansk Folkeparti ; DF) a cinq points d'avance sur les sociaux-démocrates au pouvoir. Les partis qui visent à détruire de l'intérieur l'Europe communautaire obtiennent de bons résultats également en Autriche, en Suède, en Grèce et en Hongrie. Même en Allemagne, l'eurosceptique Alternative für Deutschland (AfD) a réussi à capter 7 % du vote après une seule année d'existence. L'AfD enverra 7 députés au Parlement européen. Au total, les eurosceptiques représenteront plus de 140 députés, soit le cinquième du Parlement, mais ils ne forment pas un ensemble homogène qu'il sera aisé de regrouper au sein d'une forme d'association politique.

« Les nouveaux membres du Parlement européen seront plus critiques et exigeants durant les négociations commerciales »

— João Vale de Almeida, ambassadeur de l'Union européenne aux États-Unis

Les europhobes n'ont cependant pas progressé aux Pays-Bas, en Slovaquie et en Finlande. En dépit de la montée de l'extrême droite et des eurosceptiques, la droite conservatrice demeure la principale force politique au Parlement. Il n'en demeure pas moins que la présence au Parlement européen d'un grand nombre de nouveaux députés opposés aux politiques de libéralisations des échanges commerciaux risque d'avoir des

impacts politiques sur les négociations commerciales en cours, notamment celles avec les États-Unis.

« Le résultat de ces élections sera une progression plus lente des négociations. Un accord ambitieux et complet du TTIP sous l'administration Obama est en train de devenir un mirage transatlantique. »

— Annette Heuser, directrice exécutive de la Fondation Bertelsmann

Luxembourg, Jean-Claude Juncker, considéré jusqu'à récemment comme étant le favori. M. Juncker est perçu comme un « europhile » classique, ce qui ne conviendrait pas au nouveau climat installé par les récentes élections. Sans alternative évidente, le désenchantement face à M. Juncker pourrait se traduire par quelques mois d'instabilité au sein de la direction de la Commission européenne.

Les répercussions du vote se font déjà sentir avec une course à la présidence de la Commission européenne qui se complique suite à un refroidissement de certains premiers ministres européens à l'égard de la candidature de l'ex-premier ministre du

Marine Le Pen a déjà signifié qu'elle souhaite que l'Union européenne se retire des négociations avec les États-Unis. Nigel Farage, chef de l'UKIP, estime de son côté que la Grande-Bretagne devrait se retirer de l'Union européenne et négocier elle-même une entente commerciale avec les États-Unis.

Après une cinquième rencontre du 19 au 23 mai dernier, le chef négociateur européen, Ignacio Garcia Bercero, a déclaré que le travail qui était fait à ce stade-ci n'était que de nature technique et qu'il s'agissait de mettre la table afin que les deux parties puissent en venir plus tard à une entente sur les enjeux politiques plus complexes et difficiles.

« Rien dans le travail que nous faisons actuellement ne préjuge des décisions qui pourraient être prises plus tard. »

— Ignacio Garcia Bercero, négociateur en chef européen au TTIP

Des deux côtés de l'Atlantique, les résistances au TTIP se font de plus en plus sentir. Sans le « fast-track » au Congrès américain (voir les *Chroniques commerciales américaines* de février, mars et mai) et sans le leadership de la Commission européenne, il est probable que le projet d'accord perde son élan et doive se trouver une nouvelle légitimité politique auprès d'un futur Président américain. L'aboutissement de l'accord ne serait pas remis en question, les forces en présence lui étant toujours largement favorables, mais l'échéancier risque d'être influencé par le contexte politique qui vient de changer.

Sources

Associated Press. *Percée des eurosceptiques aux élections européennes*. 25 mai 2014. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/International/2014/05/25/003-election-europeennes-dernier-jour-vote.shtml>

Chambraud, Cécile et Alain Salles. *Européennes : vague europhobe sur le Vieux Continent*. Le Monde, 26 mai 2014. En ligne : http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/05/26/vague-europhobe-sur-le-vieux-continent_4425957_3214.html

Donnan, Shawn, James Politi et Christian Oliver. *EU elections pose new threat to trade deal*. Financial Time, 29 mai 2014. En ligne : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/09ac707e-e70c-11e3-88be-00144feabdc0.html#axzz33DI4NwBO>

Fidler, Stephen. *Election Over, Europe Launches a Turf War*. Wall Street Journal, 29 mai 2014. En ligne : <http://online.wsj.com/articles/europe-launches-a-turf-war-to-decide-who-will-lead-commission-1401396431>

Inside US Trade. *U.S., EU Move To Consolidate Text Proposals In Seven Areas Of TTIP Talks*. Vol. 32, No. 22, 30 mai 2014.

Mauldin, William. *European Elections Likely to Complicate Trade Talks With U.S.* Wall Street Journal, 29 mai 2014. En ligne : <http://blogs.wsj.com/economics/2014/05/29/european-elections-likely-to-complicate-trade-talks-with-u-s/?KEYWORDS=ttip>

Reuters. *Élections européennes : score historique pour le Front national*. 26 mai 2014. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/International/2014/05/25/007-front-national-europeennes-score-historique.shtml>

La « percée » américano-nipponne au TPP mise à jour

Il semble bien que la percée évoquée par Barack Obama dans les négociations du *Partenariat transpacifique* (TPP) consistait en l'abandon par l'administration américaine des demandes d'élimination des tarifs japonais sur le bœuf et le porc. Des sources précisent que le président Obama se serait lui-même engagé à ne pas insister sur une telle élimination, car les Japonais auraient exigé que l'engagement vienne directement de sa part pour ensuite continuer de participer à l'avancement des travaux.

Beaucoup de travail reste encore à accomplir pour en arriver à une entente entre les États-Unis et le Japon sur l'accès au marché. Il semble de plus en plus clair que le TPP ne prévoira pas une élimination complète des tarifs dans le secteur agricole. Au cours des dernières semaines, autant les représentants américains, néozélandais et japonais ont déclaré qu'ils souhaitaient une ouverture significative des marchés sans pour autant en arriver à l'élimination de tous les tarifs dans le secteur agricole, particulièrement pour cinq produits sensibles : le riz; les produits laitiers; le bœuf et le porc; le sucre; et le blé et l'orge.

Les ministres responsables des négociations du TPP, qui ont tenu à Singapour une rencontre de deux jours la semaine dernière, ont déclaré qu'ils avaient détaillé un chemin vers l'avant, sans toutefois préciser quel était-il. L'annonce la plus concrète a été celle faisant état d'un engagement à « intensifier le travail dans les prochaines semaines quant à l'accès au marché et aux règles. » Ce travail doit trouver son aboutissement à la rencontre des chefs négociateurs du TPP qui se tiendra en juillet prochain.

Sources

Inside US Trade. *Obama-Abe Breakthrough Was U.S. Dropping Tariff Removal Demand: Sources*. Vol. 32, No. 21, 23 mai 2014.

Inside US Trade. *U.S., EU Move To Consolidate Text Proposals In Seven Areas Of TTIP Talks*. Vol. 32, No. 22, 30 mai 2014.

« Nous travaillons pour l'élimination de plus grand nombre de tarifs possible tout en nous assurant que l'entente finale offrira un accès au marché amélioré et significatif et je crois que tous les pays à la table de négociations partagent cet objectif »

— Michael Froman, USTR

Une autre défaite chinoise à l'OMC

Un groupe spécial de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a jugé que les droits compensateurs et antidumping imposés par la Chine aux automobiles et véhicules utilitaires américains dotés d'un moteur de 2,5 litres ou plus contreviennent à ses obligations en vertu des règles commerciales de l'OMC.

Le groupe spécial a jugé que la Chine n'avait pas adéquatement démontré que les importations faisaient du tort à son marché national ou qu'elles causaient une diminution des prix sur le marché chinois. Il a également trouvé que la Chine n'avait pas divulgué aux compagnies américaines des données essentielles sur les méthodes de calcul des droits réclamés.

La Chine peut faire appel de cette décision, mais il serait surprenant qu'elle se lance dans cette voie, elle qui a laissé s'éteindre lesdits droits à la fin de 2013. Ces droits avaient été imposés en 2011 à des véhicules produits par General Motors et Chrysler ainsi que ceux produits par les filiales américaines de BMW,

Honda et Mercedes. Les droits antidumping variaient de 2 % pour les véhicules produits par BMW à 8,9 % pour ceux de General Motors, accompagnés d'un taux de 21,5 % pour « tous les autres ». Les droits compensateurs variaient pour leur part de 0 % pour BMW, Honda et Mercedes à 12,9 % pour General Motors et « tous les autres ». Le ministère chinois du Commerce présentait à l'époque ces droits comme une mesure pour protéger la production locale de véhicules de grande dimension qui avait subi des torts causés par l'importation de produits subventionnés.

Selon le Bureau du représentant américain pour le Commerce (USTR), les exportations de voitures américaines en Chine ont représenté une valeur de 8,5 milliards de \$ en 2013 et les droits chinois ont touché les deux tiers de ces ventes.

L'OMC a récemment été le théâtre de plusieurs disputes commerciales entre la Chine et les États-Unis. Différends en 2012 sur les subventions chinoises à l'exportation pour les automobiles et les pièces d'autos, différend cette année sur les droits compensateurs imposés par les États-Unis sur les pays qui ne sont pas basés sur une économie de marché et sur les restrictions à l'exportation des terres rares chinoises (voir la *Chronique commerciale américaine* du CEIM d'avril 2014).

« Le message est clair : la Chine doit suivre les règles, comme les autres membres de l'OMC. L'USTR continuera à mettre de la pression sur la Chine pour qu'elle mette fin à ses pratiques commerciales qui restreignent injustement les exportations américaines »

— Michael Froman, USTR.

Par ailleurs, pour ajouter aux tensions commerciales, le département américain de la Justice a procédé à l'accusation de cinq membres de l'armée chinoise de cyber espionnage de compagnies américaines œuvrant dans les secteurs du nucléaire, des métaux et du solaire.

Sources

Bracken, Len. *China to Allow Levies on Certain U.S. Autos To Expire in Advance of High-Level Meeting*. International Trade Reporter, Bloomberg, 13 décembre 2013.

Flood, Brian. *WTO Panel Sides with U.S. in Dispute Over China Automobile AD, CVD Duties*. International Trade Reporter, Bloomberg, 23 mai 2014.

Études économiques et articles connexes ce mois-ci

Alcaro, Riccardo. *European Parliament Elections and the Rise of Anti-Establishment Parties*. Brookings, 23 mai 2014. En ligne : <http://www.brookings.edu/blogs/up-front/posts/2014/05/23-european-parliament-elections-antiestablishment-parties-alcaro>

Benraad, Myriam. *For Europe's Far Right, Divisions Likely to Hamper Crisis-Driven Support*. World Politics Review, 22 mai 2014. En ligne : <http://www.worldpoliticsreview.com/articles/13804/for-europe-s-far-right-divisions-likely-to-hamper-crisis-driven-support>

Council on Foreign Relations. *United States of America v. Members of China's People's Liberation Army*. 19 mai 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/intellectual-property/united-states-america-v-members-chinas-peoples-liberation-army/p32998>

Dews, Fred. *Brookings Experts on the European Union's Parliamentary Elections*. Brookings, 27 mai 2014. En ligne : <http://www.brookings.edu/blogs/brookings-now/posts/2014/05/brookings-experts-on-the-european-union-parliamentary-elections>

Greenspan, Alan. *Former Fed Chairman Alan Greenspan Surveys the State of the World Economy*. Council on Foreign Relations, 7 mai 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/economics/former-fed-chairman-alan-greenspan-surveys-state-world-economy/p32967>

International Centre for Trade and Sustainable Development. *Ministers Pledge to Intensify TPP Talks at Singapore Meet*. 22 mai 2014. En ligne : <http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/ministers-pledge-to-intensify-tpp-talks-at-singapore-meet>

International Centre for Trade and Sustainable Development. *EU-US Trade Talks Advance, Amid Charged Election Climate*. 28 mai 2014. En ligne : <http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/eu-us-trade-talks-advance-amid-charged-election-climate>

Levi, Michael A. et David M. Rubenstein. *China Isn't Overtaking America*. New York Times, 13 mai 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/china/china-isnt-overtaking-america/p32976>

Obama, Barack et Angela Merkel. *Remarks by President Obama and Chancellor of Germany Merkel*. Council on Foreign Relations, 2 mai 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/sanctions/remarks-president-obama-chancellor-germany-merkel/p32926>

Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

Guy-Philippe Wells, chercheur associé au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

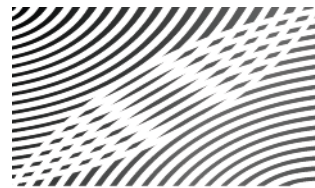
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca



CEIM